



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 4 mai 2009

CONTENU

Information générale (sélectionnée)

Les bons du Trésor américain en 2008 : la part étrangère augmente.....1

Propriété intellectuelle

Le Rapport spécial 301 sur l'efficacité des DPI : le Canada est sur la liste.....2

Relations commerciales

La politique cubaine des États-Unis : un rapprochement sous conditions3

Études économiques et articles connexes.....5

Information générale

Les bons du Trésor américain en 2008 : la part étrangère augmente

Selon une récente étude (fin juin 2008) du Département du Trésor (de concert avec la Réserve fédérale de New York et le Conseil d'administration du Système de la Réserve fédérale), la part « étrangère » des bons du Trésor américain totaliserait \$10,322 milliards : dont \$2,969 milliards en actions; \$6,494 milliards en titres de dette sur le long terme et \$858 milliards en titres de dettes sur le court terme. En ce qui concerne les titres sur le long terme, l'étude nous montre que sur les \$6,494 milliards, \$1,532 sont « garantis par actifs »—*asset-backed securities* (ABS)—tandis que \$4,962 ne le sont pas.

En comparaison avec une étude précédente (fin juin 2007), nous notons une augmentation de la part étrangère des bons du Trésor américain de 55 milliards. Cela dit, en termes d'actions, nous notons une diminution de 161 milliards tandis qu'en termes de titres de dettes sur le long terme et sur le court terme, nous notons une augmentation de 487 milliards et 223 milliards respectivement.

Les plus importants détenteurs de bons du Trésor américain sont, en ordre décroissant : le Japon avec 1,250 milliards; la Chine (excluant Hong Kong, Macao, et Taiwan) avec 1, 205 milliards; le Royaume-Uni avec 864 milliards; les Îles Caïmans avec 832 milliards; le Luxembourg avec 656 milliards; la Belgique avec 456 milliards et le Canada avec 441 milliards. La part des pays exportateurs de pétrole (Bahreïn, Iran, Iraq, Koweït, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, Émirats arabes unis) totalisent 391 milliards.

Pour lire l'étude en question, voir: <http://www.treas.gov/tic/shla2008r.pdf>

Source: U.S. Treasury Department Office of Public Affairs, « Report on Foreign Holdings of U.S. Securities at End-June 2008 », *Press Room*, April 30, 2009 (tg-116). [En ligne]: <http://www.ustreas.gov/press/>



Propriété intellectuelle

Le Rapport spécial 301 sur l'efficacité des DPI : le Canada est sur la liste

Le Rapport spécial 301 est publié chaque année par le bureau du Représentant américain au commerce (USTR) et dresse la liste des partenaires commerciaux considérés comme laxistes en termes de protection des droits de propriété intellectuelle (DPI) américains. Selon l'USTR, Ron Kirk, le Rapport 301 guide les efforts des États-Unis en matière de protection de l'innovation et de la créativité américaine dans le monde. Il a également rappelé l'impératif de faire respecter les DPI à travers le monde au risque de voir disparaître les produits novateurs américains des grands marchés mondiaux : « Our creative and innovative products can hit the global marketplace sometimes with just a keystroke. If we and our trading partners are not vigilant in protecting and enforcing intellectual property rights, they can vanish just as quickly. » Plus encore, Kirk a déclaré que le Rapport constituait un « outil politique » crucial pour répondre aux enjeux liés à la lutte mondiale contre la piraterie et la contrefaçon. Une lutte qui, selon Kirk, menace une des plus grandes forces des États-Unis, c'est-à-dire sa capacité d'innover et de créer. D'où la nécessité pour les États-Unis, nous dit Kirk, d'enjoindre leurs partenaires commerciaux à soutenir les initiatives comme l'Accord commercial anti-contrefaçon pour se prémunir contre les effets de la piraterie et de la contrefaçon ainsi que pour encourager les autres pays à respecter les standards internationaux en vigueur. Dans son rapport, l'USTR a évalué plus de 77 partenaires commerciaux dont 46 furent placés, soit sur la liste prioritaire de surveillance (*Priority Watch List*), soit sur la liste de surveillance (*Watch List*), ou sur la liste d'encadrement de la section 306.

Parmi les nouveaux développements dans le Rapport spécial 301 figurent :

- Le Canada est placé sur la *Priority Watch List* pour la première fois, reflétant ainsi la préoccupation des États-Unis face à la nécessité d'une réforme du *copyright* au Canada et face à la perméabilité transfrontalière comme facteur contribuant à la piraterie ainsi qu'à la contrefaçon de la propriété intellectuelle américaine.
- L'Algérie, Israël, le Chili, le Venezuela, le Pakistan, l'Inde, l'Argentine, la Thaïlande et l'Indonésie figurent également sur la *Priority Watch List*, reflétant ainsi les suspicions américaines face à la situation des DPI dans ces pays.
- La Corée se voit enlevée pour la première fois de la *Priority Watch List* en guise de reconnaissance des efforts du gouvernement coréen en matière de protection des DPI. L'USTR va tout de même continuer à encadrer la Corée, notamment en ce qui concerne la piraterie Internet, ce qui laisse croire que les États-Unis n'écartent pas la possibilité de



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 4 mai 2009

replacer la Corée sur la liste noire si cette dernière devait échouer à relever le défi des DPI.

- Encore une fois cette année, le Rapport souligne l'imminence des violations des DPI en Chine et en Russie et ce, malgré une légère amélioration observée dans les deux pays en question.
 - En ce qui concerne la Chine, l'USTR a déclaré que des pressions seront faites pour que la Chine réalise qu'elle doit se doter d'un régime solide de protection des DPI et que la crise économique mondiale ne pouvait pas lui servir d'excuse pour contourner les lois en matière de propriété intellectuelle.
 - En ce qui concerne la Russie, l'USTR s'est engagé à ce que la Russie améliore son régime de protection des DPI dans le cadre d'un accord bilatéral.
- 33 autres pays sont placés sur la *Watch List*. Les États-Unis approcheront ces pays dans des cadres bilatéraux afin de répondre aux enjeux des DPI. Parmi ces pays, nous retrouvons : le Brésil; la Colombie; la République Tchèque; la Grèce; la Finlande; l'Égypte; l'Italie; le Koweït; le Mexique; la Norvège; l'Arabie Saoudite; l'Espagne; la Turquie, et plusieurs autres.
- Sur la liste d'encadrement de la section 306, nous retrouvons le Paraguay, qui continuera de recevoir un encadrement américain sous la forme d'un Mémorandum de compréhension bilatéral qui établit les objectifs et les actions devant être entrepris par le gouvernement paraguayen pour répondre efficacement aux enjeux des DPI.
- L'USTR s'est engagé à évaluer (hors-cycle) les progressions sur des enjeux spécifiques de DPI en Israël; aux Philippines; en Pologne; et en Arabie Saoudite.

Enfin, soulignons que le Rapport spécial 301 a aussi fait l'objet de critiques. Selon Sean Flynn, de la *American University Law School*, le fonctionnement de ce rapport pourrait aller à l'encontre des règles dictées par l'OMC car il établit que les membres de l'OMC sont passibles de sanctions lorsque ces derniers ne sont pas en conformité avec les dispositions des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), même si par ailleurs ils ne violent aucun des traités de l'Organisation. Flynn poursuit en expliquant que le Rapport spécial 301 constitue un « faux jugement » car les nations y sont répertoriées selon les intérêts commerciaux des États-Unis. Intérêts qui, selon Flynn, reposent sur des données pouvant être remises en question. Ainsi, l'aspect discriminatoire de l'application unilatérale de sanctions commerciales par les États-Unis pourrait être débattu et les décisions américaines prises en fonction du Rapport spécial 301 pourraient être attaquées devant l'organe de règlement des différends de l'OMC.

Pour lire le rapport :

http://www.ustr.gov/Document_Library/Reports_Publications/2009/2009_Special_301_Report/Section_Index.html



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 4 mai 2009

Sources: Brian Scheid, « Canada Elevated, Korea Removed From 'Special 301' Report Lists », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 17 - May 1, 2009, p. 24-25. Catherine Saez, William New et Kaitlin Mara, « Le Sud riposte contre les excès dans l'application des droits de propriété intellectuelle », *Intellectual Property Watch*, 22 septembre 2008. [En ligne] : www.ip-watch.org.

Relations commerciales

La politique cubaine des États-Unis : un rapprochement sous conditions

Le Département d'État se prépare à organiser un dialogue américano-cubain dans le but de « réchauffer » les relations bilatérales pour la première fois en 50 ans. Pour le moment, nous ne connaissons pas l'étendue du dialogue en question ni qui en assumera le *leadership*. Ce que nous savons, en revanche, c'est qu'un tel dialogue dépendra des efforts du gouvernement Castro (le frère) pour remplir les conditions du gouvernement Obama. Parmi ces conditions figurent : l'exemption de 30% des droits de douanes sur les virements monétaires (*remittances*) en provenance des États-Unis; l'entrée des compagnies de télécommunication américaines à Cuba; et la libération d'une série de prisonniers politiques.

Lundi dernier, Thomas Shannon, l'adjoint au Secrétaire d'État pour les affaires ouest-hémisphériques a rencontré Jorge Bolanos, le Chef de la Section pour les intérêts cubains à Washington (sorte d'Ambassade *de facto*) pour discuter d'enjeux relatifs à l'immigration et au narcotrafic. Cela dit, le contenu de leur discussion, notamment en ce qui a trait aux conditions de l'administration Obama, demeure très opaque. À cet égard, les propos du porte-parole du Département d'État, Robert Wood, sont d'un flou esthétique : « [the meeting between Shannon and Bolanos] was part of our regular dialogue with the Cuban interests on issues of concern either to us or to them or mutual concerns. »

En tout état de cause, le réchauffement des relations américano-cubaines s'avère plus complexe que prévu. En effet, à en juger par la déclaration du Président Raul Castro, le 29 avril dernier, c'est plutôt des États-Unis que dépendra l'évolution du dialogue. En effet, nous dit Castro, les sanctions commerciales (embargo) et politico-diplomatiques contre Cuba furent l'œuvre des États-Unis et des États-Unis seulement. Cuba n'a donc pas à assumer la responsabilité pour la fermeture de son marché aux entreprises américaines. Ainsi, dans les mots du dirigeant cubain : [...] it is not Cuba that has to make gestures. »

Source: Éditorial, « Possible U.S. Dialogue With Cuba Over Trade In Planning Stages », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 17 - May 1, 2009, p. 5.

Études économiques et articles connexes



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 4 mai 2009

Trevor Houser, *Energy Efficiency in Buildings: A Global Economic Perspective*, Peterson Institute for International Economics, April 2009.

[En ligne]: <http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=1198>

Mohsin S. Khan, *The GCC Monetary Union: Choice of Exchange Rate Regime*, Peterson Institute for International Economics, April 2009.

[En ligne]: <http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=1181>

Fred Bergsten, « We Risk Calamity unless China Safely Offloads Unwanted Dollars », *Financial Times*, April 22 2009.

[En ligne]: <http://www.iie.com/publications/opeds/oped.cfm?ResearchID=1191>

Arvind Subramanian, « Coupled Economies, Decoupled Debates », *Business Standard*, April 29 2009.

[En ligne]: <http://www.iie.com/publications/opeds/oped.cfm?ResearchID=1202>

Douglas J. Elliott, *Bank Nationalization: A Survival Manual*, Washington D.C.: The Brookings Institution, Economic Studies, Initiative on Business and Public Policy, April 21 2009, 33p.

[En ligne]:

http://www.brookings.edu/~media/Files/rc/papers/2009/0421_bank_nationalization_manual_elliott/0421_bank_nationalization_manual_elliott.pdf

Barry Bosworth & Aaron Flaaen, *America's Financial Crisis: The End of an Era*, Paper Presented at ADBI Conference Global Financial and Economic Crisis: Impacts, Lessons and Growth Rebalancing, 22-23 April 2009, Tokyo, Japan, 38p.

[En ligne]:

http://www.brookings.edu/~media/Files/rc/papers/2009/0414_financial_crisis_bosworth/0414_financial_crisis_bosworth.pdf

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca

